Aidspan
Independent observer of the Global Fund

Pleins feux sur la lutte contre la corruption dans l'écosystème du Fonds mondial

Contexte

À l’occasion de la Journée internationale de la lutte contre la corruption, le 9 décembre, l’inspectrice générale du Fonds mondial a publié un important article d’opinion qui nous rappelle qu’il est urgent de travailler collectivement pour garantir que les investissements durement acquis atteignent les communautés vulnérables et que les donateurs et les patients en aient pour leur argent. Cet article d’opinion est une occasion bienvenue de faire le point sur la lutte du Fonds mondial contre la corruption.

Les programmes du Fonds mondial, conçus pour lutter contre le VIH, la tuberculose et le paludisme, opèrent dans des environnements divers et souvent difficiles. La nature même de leurs vastes opérations, qui couvrent souvent des pays aux paysages socio-économiques et politiques variés, les rend vulnérables à la corruption à différents stades. De plus, la complexité de certaines crises sanitaires, combinée à l’urgence d’agir, crée un terrain fertile pour l’enracinement de la corruption. La corruption au sein des initiatives du Fonds mondial n’est pas seulement un problème financier ; ses répercussions s’étendent à des résultats sanitaires compromis.

Les interventions retardées ou non conformes aux normes, le siphonnage des ressources et le

détournement de l'aide peuvent entraver les progrès dans la lutte contre ces maladies, mettant en danger la vie des personnes mêmes que les programmes sont censés protéger. Malgré la noble mission du Fonds mondial, le spectre de la corruption plane, menaçant les fondements mêmes de ces programmes cruciaux. Cet article examine le réseau complexe de risques associés à la corruption dans les initiatives du Fonds mondial et souligne, non sans critique, le rôle essentiel joué par le Bureau de l'inspecteur général (BIG) dans l'atténuation de ces menaces.

La corruption : un fléau silencieux

La corruption, un « fléau silencieux » pour reprendre l'expression utilisée par l'inspectrice générale Tracy Staines, représente une menace sérieuse pour la mission fondamentale du Fonds mondial. De la mauvaise gestion financière à la prise de décision stratégique, son influence insidieuse peut s'infiltrer dans tous les aspects de la mise en œuvre des programmes. Les conséquences potentielles sont désastreuses, avec des impacts sur la gouvernance, les systèmes de santé publique, la qualité des programmes et les rapports. L'affaiblissement de la mise en œuvre des subventions, depuis la réception des fonds jusqu'à la prestation des soins de santé, affecte directement les communautés vulnérables et compromet la fourniture de services essentiels.

La distorsion de l'allocation des ressources est une conséquence majeure de la corruption, qui conduit à une utilisation moins efficace des fonds et à un impact réduit sur les maladies ciblées. La mauvaise affectation et la mauvaise utilisation des fonds, résultant de pratiques de corruption, entravent la lutte contre le VIH, la tuberculose et le paludisme, avec un impact conséquent sur la santé publique. Par essence, la corruption sape l'efficacité des programmes du Fonds mondial en compromettant l'allocation des ressources, en faussant les dépenses publiques et en érodant la confiance du public.

Voici quelques visages de la corruption que peuvent prendre la corruption au sein des programmes du Fonds mondial

Voici quelques visages que peut prendre la corruption au sein des programmes du Fonds mondial :

1. Détournement de fonds par les pays bénéficiaires : Le Bureau de l'Inspecteur général (BIG) a mis au jour des cas de corruption, comme l'utilisation abusive de 34 millions de dollars US par plusieurs pays bénéficiaires en 2011. Les cas révélés de détournement de fonds par les pays bénéficiaires soulignent les difficultés à garantir que les ressources parviennent à leurs destinataires.
2. Problèmes de corruption et de fraude dans le décaissement des fonds : l'exposition publique des problèmes de corruption et de fraude dans les décaissements de fonds a entraîné une perte de confiance des donateurs, soulignant les répercussions tangibles de la corruption sur les relations de soutien.
3. Fraude aux achats : les rapports ont mis en évidence des préoccupations concernant le nombre croissant de cas de fraude dans l'achat de médicaments. Comme le souligne l'inspectrice générale dans son article susmentionné, les actes de corruption peuvent compromettre chaque étape de la mise en œuvre des subventions, depuis la réception des fonds jusqu'à la fourniture des soins de santé, ce qui, en fin de compte, a un impact sur la fourniture de services essentiels aux

communautés vulnérables.

Ces exemples soulignent l'importance des efforts continus du BIG pour mettre en œuvre et renforcer les mesures de lutte contre la corruption, afin de garantir l'utilisation judicieuse des ressources dans la lutte contre le VIH, la tuberculose et le paludisme.

L'arsenal anti-corruption du Fonds mondial

Conscient de la gravité de la menace, le Fonds mondial a renforcé ses défenses grâce à un arsenal de mesures anti-corruption orchestrées par le Bureau de l'Inspecteur général, son chien de garde :

1. Cadre d'éthique et d'intégrité : le Fonds mondial a mis en place un cadre d'éthique et d'intégrité pour renforcer la confiance des parties prenantes et préserver les ressources sanitaires. Ce cadre comprend des dispositions relatives au signalement des violations, à la protection des dénonciateurs et à la supervision des systèmes de conformité et de lutte contre la corruption.
2. Méthodologie de gestion des risques : depuis 2011, le Fonds mondial développe activement une méthodologie de gestion des risques pour évaluer l'impact potentiel de la corruption et de la fraude. Cette approche proactive implique de retravailler et de renforcer continuellement les processus de gestion des risques.
3. Politique de lutte contre la fraude et la corruption : une politique spécifique est en place pour lutter contre la fraude et la corruption, conformément aux normes internationales. Cette politique comprend des processus de prévention, de détection et de réponse aux pratiques interdites. Cette politique est alignée sur les normes internationales de lutte contre la fraude et la corruption.
4. Campagne "Je m'exprime maintenant !" Campagne "I Speak Out Now !": l'une des fonctions essentielles du BIG est de donner aux personnes de l'écosystème du Fonds mondial les moyens de signaler les cas de corruption sans crainte de représailles. Dans le cadre de cette mission, il a mis en place une campagne visant à encourager les individus à signaler les comportements répréhensibles, y compris la corruption, en leur fournissant les outils et les connaissances dont ils ont besoin pour identifier et prévenir les activités frauduleuses. GFO a fait un rapport à ce sujet en 2017 dans un article que vous pouvez trouver ici. La campagne comprend une plateforme (récemment mise à jour) où les individus peuvent signaler des actes répréhensibles présumés, accéder à des ressources pour mieux comprendre les mesures anti-corruption et créer une culture où la corruption n'est pas tolérée.

Travailler avec des organisations locales

Le Fonds mondial reconnaît la nécessité de travailler avec les organisations locales pour renforcer ses efforts de lutte contre la corruption. Les principales approches sont les suivantes :

1. Appropriation par les pays et responsabilité : conformément au principe d'appropriation nationale, le Fonds mondial souligne que les parties prenantes nationales sont les propriétaires ultimes de la lutte contre le VIH, la tuberculose et le paludisme. Cela signifie qu'il faut lutter contre les pratiques interdites dans les activités soutenues par le Fonds mondial. En mettant l'accent sur l'appropriation

nationale, le Fonds mondial confie la responsabilité de la prévention, de la détection et de la réponse aux pratiques interdites aux parties prenantes nationales, garantissant ainsi une approche locale et participative.

2. Assistance technique et renforcement des capacités : le Fonds mondial s'attache à fournir une assistance technique et à renforcer les capacités des organisations locales et des gouvernements afin de consolider leurs systèmes de santé, d'approvisionnement et de gestion financière. En fournissant une assistance technique et en renforçant les capacités des organisations locales, le Fonds mondial vise à consolider les systèmes de santé, d'approvisionnement et de gestion financière, réduisant ainsi le risque de corruption et améliorant l'utilisation des ressources.
3. Transparence et responsabilité : le Fonds mondial souligne constamment l'importance de la transparence et de la responsabilité dans la lutte contre la corruption. Il entend agir avec un degré élevé de transparence dans tous les domaines, en menant des audits et des enquêtes solides et en publiant toutes les conclusions. L'objectif de cette approche est de favoriser un environnement d'ouverture et de responsabilité en collaboration avec les partenaires locaux.
4. Engagement envers les normes internationales : le Fonds mondial aligne ses mesures de lutte contre la corruption sur les meilleures pratiques, conventions et systèmes de conformité internationaux. En impliquant les organisations locales dans ces normes, le Fonds mondial cherche à établir un cadre commun pour prévenir et combattre la corruption.

La lutte contre la corruption au sein du Fonds mondial exige un effort collectif. Les gouvernements, les partenaires de mise en œuvre, les bénéficiaires et les donateurs doivent collaborer activement pour créer un front anti-corruption solide. Cette vigilance collective est essentielle pour préserver l'intégrité des investissements du Fonds mondial.

L'amélioration de la transparence au sein des programmes du Fonds mondial est également une arme puissante contre la corruption. Le rôle du BIG dans la diffusion des résultats des enquêtes et la promotion d'une communication ouverte garantit que les parties prenantes sont bien informées. Cette transparence est essentielle pour instaurer et maintenir la confiance dans l'organisation.

Enfin, les programmes du Fonds mondial doivent considérer les défis comme des opportunités de croissance. Lorsqu'un cas de corruption est détecté, il ne doit pas être considéré comme un échec, mais comme une occasion de renforcer les mesures de lutte contre la corruption. Le rôle du BIG dans l'analyse post-enquête contribue à un cycle d'amélioration continue.

Gestion des risques : quelques considérations essentielles

Il ne fait aucun doute que le Fonds mondial s'est engagé à protéger l'intégrité de ses programmes et à veiller à ce que les ressources soient utilisées efficacement pour sauver des vies. Cependant, la gestion des risques, qui y est intimement liée, n'est pas exempte de critiques.

Le Fonds mondial est un mécanisme de financement particulièrement rétif aux risques, en particulier

financiers et fiduciaires. La politique sur les risques a été revue, mais elle demeure fondamentalement centrée sur la protection des investissements, et la gestion du risque financier. Le département des risques a développé un arsenal d'outils visant à atténuer les risques, plaçant les pays les plus à risques sous mesures de sauvegarde additionnelle, sous la houlette d'une agence fiduciaire chargée de vérifier les dépenses prévues et de faire respecter les procédures. Bien que les résultats des subventions des pays considérés comme à haut risque soient globalement décevants, et que l'architecture actuelle de l'agence fiduciaire et de l'Agent Local du Fonds ne semblent pas donner satisfaction, il y a une incapacité à repenser la mise en œuvre pour sauvegarder les investissements tout en évitant les blocages.

Les groupes de travail mis en place par le Fonds mondial en interne n'ont pas été concluants, l'absence d'espace de partage entre pays pour apprendre des pays qui ont testé des approches innovantes, empêchent l'évolution des pratiques. Il est clair aujourd'hui que les solutions ou les approches innovantes ne seront pas fournies par le Secrétariat, qui craint pour son risque réputationnel qui lui ferait perdre la confiance des bailleurs. Pourtant, de nombreux acteurs réfléchissent à la question du risque et de la gestion de la corruption, qu'il s'agisse des bailleurs bilatéraux eux-mêmes confrontés aux mêmes difficultés, ou aux acteurs pays, dont beaucoup, au sein des ministères et des ONG, souhaitent modifier les dynamiques actuelles et sont en demande d'inspiration et de soutien.

Read More